

## PRESENTATION DU N°16 DES CISG

---

*Salvatore Maugeri*

Avec quelque cent cinquante pages, ce numéro 16 des *Cahiers Internationaux de Sociologie de la Gestion* est particulièrement fourni. Il est en cela parfaitement en phase avec notre projet, celui de donner aux auteurs toute la place souhaitée pour développer leurs thèses sans avoir à se soucier de contraintes volumétriques. Ces contraintes se sont imposées dans la plupart des revues des sciences de l'homme et de la société, à l'imitation des sciences de la nature, dans une volonté de lisibilité mal comprise : comment comparer ces secteurs de la science sans trahir l'esprit de l'un et de l'autre ? La modélisation mathématique en vigueur dans un cas est de peu d'utilité dans l'autre. Malgré tout, on s'en tient à des préceptes abrégiateurs qui s'avèrent souvent castrateurs. Tel n'est pas le cas ici.

Dans l'article de recherche qui ouvre ce numéro, Camille Gasnier propose une incursion en profondeur dans l'univers de la normalisation – tiens donc –, non pas dans le champ de la publication scientifique, mais celui des futures normes de protection des salariés en matière de santé et sécurité au travail, les fameuses normes ISO 45 001 encore en construction. Cette recherche est particulièrement édifiante sans doute parce qu'elle procède, en partie, d'une posture d'observation participante située aux prémisses mêmes de l'élaboration de la norme. Deux conceptions de la protection salariale s'opposent, nous apprend Camille Gasnier : l'une, portée par l'Organisation Internationale du Travail, partie prenante du processus conduit au sein de l'ISO ; l'autre par les acteurs traditionnels de la normalisation ISO. La ligne de fracture principale semble passer par la conception que se font ces deux organismes, d'abord des mécanismes de la normalisation, ensuite des parties prenantes à la normalisation et des acteurs garants de celle-ci. *Dans un premier cas*, le principe de la recherche d'un consensus acceptable par toutes les parties est retenu, la norme ISO étant en dernière instance élaborée et ratifiée par l'organisme mondial, seul référent légitime de celle-ci. On est face à une vision managériale de la normalisation, l'ISO estimant que, pour ce qui est de l'entreprise, seuls les représentants des directions – à l'exclusion donc des représentants des salariés – ont vocation à siéger dans le comité de normalisation et à décider des normes. *Dans l'autre cas*, la position défendue par l'OIT

– visiblement esseulée – est de dire que la norme est l'affaire de tous, salariés compris, qu'un vote à la majorité des parties prenantes doit primer et qu'une garantie institutionnelle, étatique, doit lui être apportée. Le processus n'étant pas encore achevé, il est impossible de dire ce qui prévaudra de ces deux visions, encore que l'exemple des normes ISO déjà ratifiées laisse augurer de la défaite du BIT.

Le second article de recherche, signé par Jean-Luc Metzger, propose une remontée dans le temps en identifiant les apports de *Qu'est-ce que la politique ?* d'Hannah Arendt. L'analyse de ce recueil de textes permet à l'auteur de préciser la conception arendtienne de la politique et de souligner *a contrario* ce qui manque à notre époque pour que la politique puisse jouer le rôle qui lui revient : réguler la vie sociale selon des principes émancipateurs, guider les choix de la Cité et de la nation dans une visée libératrice, plutôt que d'abandonner cette prérogative aux seules puissances économiques prétendant parler au nom de l'intérêt général. En cela, ce retour à – ou ce détour par – Arendt est une façon de mettre en question la gestionnarisation dominant notre existence, de soumettre à la critique le fait gestionnaire, ce phénomène invasif au principe de la fondation du RT30. Dans la mesure où les choix managériaux présidant à la structuration de l'économie sont tributaires des choix politiques – ici peut-être des non-choix –, alors revenir à la politique semble indispensable pour contenir le management. Il ne fait aucun doute que la « liberté de l'entrepreneur », les latitudes stratégiques des managers sont encadrées dans le macrocosme des lois, réglementations, normes et principes issus du politique. Symétriquement, les choix effectués par les dirigeants en matière de gestion ont également des effets sur la politique. Clarifier « ce qu'est la politique », c'est se donner une chance de repenser le rôle de l'entreprise et, par voie de conséquence, la place du travail. Repenser l'entreprise est précisément ce à quoi le RT30 voudrait s'attacher dans le cadre de ses séminaires. Dans ce numéro, on pourra découvrir la réflexion proposée par notre groupe autour d'un ouvrage particulièrement incisif d'Alexis Spire et Katia Weidenfeld, *L'impunité fiscale*. L'ouvrage traite de la fraude fiscale et de ses conséquences judiciaires. Il intéresse nos travaux dans la mesure où les règles fiscales sont une composante centrale du « mix-managérial » en vue de l'optimisation des profits et, au-delà, de la répartition des richesses. La fraude fiscale n'intéresse pas que les entreprises, mais quand c'est le cas, on peut être curieux de connaître la manière dont la justice traite le problème. Les résultats du travail d'enquête d'Alexis Spire et Katia Weidenfeld sont, à cet égard, assez décourageants et conduisent à s'interroger sur les remèdes devant être portés aux limites manifestes de l'action judiciaire dans ce domaine.

Notre rubrique « Entretien » est consacrée, une fois n'est pas coutume, à un membre en plein exercice du RT30 : Jean-Luc Metzger, un des fondateurs du groupe au moment de sa constitution, en 2002, lors de la refondation de l'Association française de sociologie. Qu'est-ce qui a amené Jean-Luc Metzger à la sociologie, qu'est-ce qui l'a dirigé finalement vers la sociologie du travail, puis de la gestion ? Telles sont les questions princeps qui lui ont été posées par Olivier Cléach. Interroger de cette façon un membre du RT30, après le même type d'entretien consacré à Pierre Tripier, permet de fonder une esquisse d'archéologie de notre groupe. À travers le rappel d'un parcours singulier, c'est l'histoire d'une partie de la discipline qui se dessine, avec ses zones d'ombre et ses points d'attraction.

Ainsi que nous l'avions annoncé dans le précédent numéro des *Cahiers Internationaux de Sociologie de la Gestion*, une nouvelle rubrique voit le jour. Elle a été baptisée « Chemin de

travers/e », privilégiant un jeu de langage assez significatif de notre intention. *Le chemin de traverse*, c'est souvent ce sentier non balisé qui permet au promeneur, au voyageur d'aller plus vite d'un endroit à un autre ou à l'inverse de rallonger l'itinéraire pour prolonger le plaisir de la découverte et s'offrir des surprises que les voies trop souvent empruntées ne ménagent plus. Au-delà de cette dimension touristique, dirons-nous, nous avons souhaité aussi penser « *de travers* », en dehors des cadres, à côté des pensées formatées. Cette rubrique est un appel à l'essayisme littéraire, à l'audace scripturaire, à la parole libérée des contraintes académiques. Nous souhaitons donner la place à des expressions vagissantes, iconoclastes, inclassables ou sauvages qui permettraient de traiter de notre rapport au monde dans ce monde mis en coupe réglée par la gestion, la compulsion comptable et les visées optimisatrices des managers. Tous les types d'écriture sont les bienvenus, du texte classique à la poésie, en passant par l'image ou, pourquoi pas, le son. Nous trouverons bien le moyen, avec les outils mis à notre disposition par l'époque, pour accueillir toute forme d'expression qui intéresse « par la bande » notre sujet : la puissance de la gestion.

Ce numéro contient ainsi un texte de Salvatore Maugeri qui nous parle de son enfance, de son rapport à l'environnement géographique, culturel et social qui fut le sien dans le Pays de Montbéliard qui l'a vu naître. Un coin de France dominé par deux familles au 19<sup>ème</sup> siècle, puis une seule à partir de la première moitié du 20<sup>ème</sup> : les *Peugeot*. À partir de ses souvenirs et à l'aide d'un support iconographique ciblé, il parvient à relier sa biographie à celle d'une famille qui a laissé une empreinte indélébile sur sa vie comme dans le montbéliardais et qui, aujourd'hui, poursuit son aventure à travers toute la planète.

Pour finir ce numéro 16 des *Cahiers Internationaux de Sociologie de la Gestion*, Jean-Marie Pillon nous propose lui aussi une sorte de retour aux sources, avec la recension d'un texte phare de la sociologie économique : *Économie et société* de Max Weber. Il s'agit pour l'auteur de mettre en lumière ce que cet ouvrage peut apporter à la sociologie de la gestion, en centrant son propos sur le sens donné par Weber à la notion de bureaucratie, celle-ci désignant aussi bien le fonctionnement des administrations publiques que des entreprises lucratives. Jean-Marie Pillon montre ainsi qu'une lecture attentive, minutieuse d'*Économie et société* peut apporter beaucoup à la sociologie de la gestion, plusieurs passages de ce texte visent, en effet, directement la comptabilité et l'organisation du travail, ainsi que leur place dans la structuration du capitalisme.

Ce numéro est ainsi à la fois empreint de prospective, avec l'article de Camille Gasnier sur une norme encore en construction, et de facture clairement historiciste par ses nombreux coups d'œil vers le passé. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit toujours d'éclairer notre présent et de permettre au lecteur de mieux comprendre l'univers têtue de la gestion.